HAL
open science

L'économie de la résistance : un engagement holiste contre l'occupation en Palestine

Stephanie Latte Abdallah

To cite this version:

Stephanie Latte Abdallah. L'économie de la résistance : un engagement holiste contre l'occupation en Palestine. Ivan Sainseaulieu; Emmanuelle Barozet; Régis Cortéséro; David Mélo. Où est passée la justice sociale ? De l'égalité aux tâtonnements, Presses Universitaires du Septentrion, 2019, 9782757429563. hal-02347122

HAL Id: hal-02347122

https://sciencespo.hal.science/hal-02347122v1

Submitted on 6 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pour citer cet article : Stéphanie Latte Abdallah, « L'économie de la résistance : un engagement holiste contre l'occupation en Palestine », in E. Barozet, R. Cortesero, D. Mélo, I. Sainsaulieu (eds.), *Où est passée la justice sociale ? De l'égalité aux tâtonnements*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, novembre 2019, p. 225-238.

L'économie de la résistance : un engagement holiste contre l'occupation en Palestine ?

Stéphanie Latte Abdallah, CNRS/ CERI-SciencesPo, core-researcher WAFAW

Introduction

Depuis la fin de la seconde Intifada (2000-2006), face à l'échec de l'objectif de libération nationale par les négociations ou par les armes, face également au morcellement territorial induit par les transformations des dispositifs de contrôle de l'occupation israélienne (Latte Abdallah, Parizot, 2011), on assiste en Palestine à une relocalisation des formes de résistance. Commencée en Cisjordanie avec les mobilisations villageoises de la résistance populaire qui ont fait émerger une multiplicité de « sites de contestation » locaux (Isin, 2012) visant à défendre des droits aux ressources, à cultiver la terre, à la mobilité, etc., elles se sont poursuivies depuis quelques années par des engagements citoyens dans une économie locale alternative, autour de la notion d'économie de la résistance : *Iqtisad al-sumud,* ou *iqtisad al-muqawam*, qui a un sens plus actif, plus volontariste que *sumud*[1].

Ces engagements se construisent tout autant sur des pratiques innovantes que sur des formes économiques traditionnelles. Ils s'inscrivent également dans une histoire de la résistance : celle d'une première Intifada (1987-1993) pendant laquelle le boycott des taxes et des produits israéliens, les grèves massives et la mise en place d'une économie alternative autogérée, notamment autour de l'agriculture, de l'économie domestique et de jardins communautaires (les « jardins de la victoire ») avaient été centraux. Ce soulèvement, d'abord conçu comme une guerre économique, entendait alors se réapproprier les ressources captées par l'occupation totale de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

[1] La notion de *sumud* évoque l'idée de tenir bon et de résilience. Son origine renvoie à l'attachement et à l'appartenance (*intima'*) des Palestinien·ne·s à leur terre, incarnés par la figure emblématique du paysan.

Il s'agit du renforcement d'une économie locale, juste, respectueuse de l'environnement, basée sur les ressources naturelles, des matières premières, des produits et des savoir-faire et des pratiques globales novatrices telles que celles de l'économie solidaire ou de l'économie collaborative qui se développent en Europe, en Amérique du Nord et du Sud ou en Afrique. Ces pratiques sont ainsi « glocales ». Elles s'ancrent d'abord dans le secteur agricole, qui joue un rôle clef dans l'économie palestinienne, avec le développement d'une production biologique dite *baladi* qui signifie ici à la fois une production « du pays » ou « du terroir » mais aussi, souvent, « biologique »[2], de l'agro-écologie, de groupes de consommateurs type Amap, d'un commerce équitable, de fermes et de jardins communautaires…etc. Mais elles concernent aussi le tourisme (tourisme alternatif), les énergies renouvelables, des systèmes de financements communautaires et d'échanges non monétaires, des projets axés sur le patrimoine, différentes formes d'entreprenariat social, ou encore des projets alliant plusieurs dimensions et un souci environnemental (éco-village).

Ces actions et engagements émergents ont parfois été décrits comme une « Intifada verte ». Ils sont portés par des producteur·trice·s, des entrepreneur·e·s et des intellectuel·le·s, et se multiplient depuis cinq ans en divers lieux des territoires occupés. Ils s'appuient sur le développement du mouvement de boycott économique et politique des institutions et des produits israéliens BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions)[3]. Ils déplacent radicalement le paradigme contestataire car ils n'adressent pas principalement leurs revendications aux acteurs politiques institutionnels. De même, ils n'ont pas pour horizon politique l'alternative entre la solution dite à deux Etats, avec la création d'un Etat palestinien souverain, ou bien l'intégration dans un seul Etat, telle qu'elle est avancée par l'ensemble des autres acteurs politiques (l'Autorité Palestinienne - AP, le gouvernement israélien, les négociateur·trice·s et diplomates internationaux, les partis politiques ou même les collectifs de la résistance populaire et les mouvements de jeunesse issus du bref printemps palestinien). Ils se situent d'abord dans l'action citoyenne et entrepreneuriale au-delà (ou en-deçà) des structures politiques existantes, qu'ils interpellent peu, pour se centrer sur le rétablissement de formes de souveraineté localisées et le développement de solidarités et de réseaux horizontaux, entre pairs.

En dépit de leur ancrage dans des pratiques économiques et de leur détermination pragmatique, ces modes d'action et ces engagements témoignent de la volonté de reconstruire d'autres formes de citoyenneté et une autre société, de refaire société. En ce sens ils sont porteurs de ce que Dacheux et Laville nomment un projet politique global qui concerne l'ensemble de la société, une utopie (2003). Ils pourraient être qualifiés d'utopies expérimentales (Dechézelles, Olive, 2017). En outre, ils ne sont pas seulement sociaux, ils construisent de nouvelles subjectivités et mettent en jeu des valeurs et des affects tels qu'une

---

[2] Alors que le mot employé dans des contextes plus techniques pour désigner l'agriculture biologique est *ᶜadduyyeh.*

[3] Cette campagne de boycott des institutions et des produits israéliens a été lancée en 2005 par un collectif d'ONG palestiniennes. Elle a pour objectif de mettre fin à l'occupation et à la colonisation, d'aboutir à une égalité absolue entre citoyens juifs et arabes d'Israël, et de faire valoir le droit au retour des réfugiés. C'est un mouvement international qui s'appuie sur des comités nationaux indépendants créés dans de nombreux pays. En 2007, la première conférence palestinienne de BDS a formé un comité national (BNC).

éthique de la confiance, de la solidarité et de la justice (sociale, environnementale), de la coopération et du partage, et des notions d'identité, d'intégrité, de dignité et de liberté.

Tout comme dans d'autres contextes, ces engagements dans une économie alternative sont le fruit d'une nécessité pratique et politique (Frère, Jacquemain, 2013). Toutefois, le contexte d'occupation coloniale donne à ces mobilisations une acuité singulière, construisant une forme plus radicale d'économie solidaire, qui participe à transformer les modes d'engagement. J'entends tout d'abord montrer comment cette économie alternative est apparue comme particulièrement nécessaire dans la Palestine d'après l'échec des Accords d'Oslo, puis j'analyserai les nouvelles pratiques politiques, que je qualifie d'holistes, qui sont ici à l'œuvre.

Cet article s'appuie sur une trentaine d'entretiens réalisés en plusieurs fois et sur une enquête ethnographique conduite entre 2014 et 2016 alors que je résidais à Jérusalem. Dans ce cadre, j'ai participé à de nombreuses activités dont, notamment, l'organisation de deux colloques et d'une table ronde réunissant des chercheur·e·s et des acteur·trice·s de ces mobilisations, la participation aux formations Eco-design du village de Farkha et l'engagement dans une ferme communautaire près de Ramallah.

Occupation, souverainetés et résistance économique

Une critique politique du néo-libéralisme en contexte d'occupation coloniale

Depuis les Accords d'Oslo, une critique politique des pratiques économiques, des liens entre occupation et néo-libéralisme et entre pérennisation de l'occupation et financements internationaux, a progressivement vu le jour. Le maintien de l'occupation militaire et la poursuite de la colonisation de peuplement sont en effet fortement liés à leur intrication avec des dynamiques économiques néo-libérales.

Le Protocole de Paris signé en 1994 au moment du processus de paix d'Oslo a tout d'abord permis la constitution d'un marché captif palestinien pour l'économie israélienne sous couvert de l'idée de « paix économique » (Grinberg, 2011). Ce schéma économique, accompagné du système massif d'aide internationale, a provoqué le creusement des déficits publics et le recul de tous les secteurs d'activité, sauf de ceux qui sont les plus dépendants vis-à-vis d'Israël ou des bailleurs internationaux qui ont, eux, connu une expansion. Ainsi se sont développés la construction et les services qui sont très fortement liés aux échanges commerciaux, à l'import-export (et donc à l'accès aux frontières exclusivement contrôlées par l'Etat israélien) et à des ressources qui ne sont pas directement contrôlées par l'AP (comme les communications, les fréquences et les débits internet). Le secteur public est, quant à lui, largement tributaire des financements internationaux versés à l'AP et il est passé de 18 % du PIB en 1994 à 30 % en 2011 (avec 160 000 salariés). Les autres secteurs ont en revanche reculé. La part du secteur manufacturier était de 19 % du PIB en 1994 et seulement de 10 % en 2011 ; celle du secteur agricole qui était de 13 % en 1995 n'était plus que de 6 % en 2011 (Elias, 2013).

Ceci se traduit par des exportations quasiment inexistantes et par l'importation d'Israël de la majeure partie des biens agricoles et manufacturiers. Ce jeu d'expansion et de récession a aggravé la dépendance et facilité le contrôle politique des Territoires par Israël.

Avec le fayyadisme (2007-2013), la doxa néo-libérale devient le fondement économique et politique d'une période caractérisée par une forte augmentation du recours aux prêts bancaires, par l'endettement des ménages et le consumérisme. A partir de 2007, le 1er Ministre Salam Fayyad, ancien fonctionnaire de la Banque Mondiale, a en effet basé l'essentiel de son action politique sur l'application de méthodes néo-libérales pour relever l'économie palestinienne et faire avancer un projet politique de construction de l'Etat par le bas. La réforme du secteur bancaire a en outre fortement augmenté l'influence des acteurs de l'économie capitaliste :

> « *L'Autorité Palestinienne a alors eu la possibilité d'emprunter sur le long terme des sommes qui s'élevaient en 2013 à 4,2 milliards, soit plus de 50 % du PIB, avec des intérêts qui sont de 200 millions de dollars annuels. Un tel endettement public est alarmant pour une économie qui est largement dépendante de l'aide internationale.* » (Dana, 2014).

La connexion parfois directe entre le maintien de l'occupation, le système installé par le Protocole de Paris et le néolibéralisme sous la forme d'intérêts économiques israéliens mais aussi palestiniens[4] a en effet été montrée par un certain nombre de travaux tels que ceux de Gadi al-Ghazi sur les zones industrielles et les exploitations agricoles des colonies (2009) ou d'Adam Hanieh (2013). Khalil Nakhleh emploie le terme de « néo-colonialisme économique » (2014). L'ensemble des ressources de la Cisjordanie a ainsi été accaparé par Israël, tel que l'écrit Sam Bahour (2012) :

> « *Les ressources stratégiques pour la construction d'un Etat que sont la terre, l'eau, le réseau routier, les frontières, le spectre électromagnétique, l'espace aérien, la libre circulation, l'électricité, les échanges commerciaux, et la plus importante de toutes, la ressource humaine […] sont micro-gérées par l'occupation militaire israélienne.* »

On peut ajouter à cela les ressources patrimoniales quand l'ensemble des sites archéologiques sont situés en zone C, qui couvre 60 % de la Cisjordanie et est sous juridiction israélienne[5], et sont donc inexploitables par les Palestinien·ne·s. Le processus d'Oslo a ainsi enraciné la non-souveraineté de la Palestine.

A partir de 2013, l'échec et la fin du fayyadisme, auquel certains avaient cru, ont stimulé la critique et la recherche d'idées alternatives dans le champ intellectuel et économique. Tel que le formulait l'économiste Tareq Sadeq :

> « *Nous avons pris conscience du fait que les inégalités s'étaient creusées, et que l'on ne pouvait pas utiliser les mêmes indicateurs et solutions économiques qu'ailleurs alors que nous étions toujours dans une économie sous occupation. Il fallait donc revenir à des pratiques d'économie de résistance, à celles qui avaient cours pendant la période d'occupation totale avant Oslo*[6]. »

---

[4] Le processus d'Oslo a donné naissance à de nouvelles « classes sociales prédatrices » qui ont accès aux fonctions politiques et aux revenus des bailleurs (Nakhleh, 2014).

[5] Les accords d'Oslo ont découpé la Cisjordanie en plusieurs zones. A présent, 60 % du territoire est en zone C, 22 % en zone B et seulement 18 % en zone A. L'État d'Israël a une pleine juridiction sur la zone C qui englobe l'ensemble des terres agricoles et du réseau routier et est responsable des questions sécuritaires en zone B, où se trouve la majorité des villages, alors que l'AP a normalement en charge les questions civiles. Les zones A sont sous la responsabilité de l'AP et comprennent surtout les villes.

[6] Entretien, Ramallah, 03/12/2015.

Cette critique a aussi ciblé le système massif d'aide internationale qui a financé l'Autorité Palestinienne (AP), mais aussi nombre d'ONG dans une pluralité de secteurs et toute une série de projets qui se sont avérés non pérennes et n'ont pas contribué à l'autodétermination palestinienne. L'AP a ainsi reçu 23 milliards environ depuis 1994[7]. En imposant des conditions, ces aides ont eu une action dépolitisante et un impact sur la manière dont les acteurs locaux définissent leurs priorités. En outre, tel que le met en avant l'ONG Aid Watch Palestine, l'aide internationale a bénéficié de manière directe ou indirecte à l'économie israélienne. Elle a ainsi conforté le système d'occupation israélien. L'économiste Shir Hever a rapporté que 78 % de l'aide destinée aux Palestinien·ne·s profite directement ou indirectement à l'économie israélienne (en rentrant dans ses circuits, notamment en servant à acheter des produits israéliens) et entre 18 et 31 % de cette aide, en fonction du mode de calcul adopté, soutient directement l'occupation (Hever, 2015).

Cette critique est partagée par la majeure partie de la population. Pour Laila Jamil, une des actrices des mouvements de jeunesse du printemps palestinien, la population palestinienne est sous la quadruple pression des prêts à la consommation et immobiliers contractés, des partis politiques, de l'occupation israélienne et du régime de l'AP. Le directeur de l'éco-musée du village de Battir qualifiait de cette façon le régime d'occupation de la Palestine : « *Nous vivons sous trois formes d'occupation, celle d'Israël, de l'AP, et celle des bailleurs et des ONG* »[8].

La nécessité d'une économie locale et juste

Dans ce contexte, se pose avec force la question d'un changement radical de paradigme, de sortie du néo-libéralisme voire de l'économie capitaliste. Tel que le soulignait Bruno Frère à propos de l'économie solidaire, celle-ci ne naît pas des théories des auteurs qui écrivent à son sujet mais émerge de la pure et simple nécessité qui est omniprésente comme facteur d'engagement (2013). Un exemple paroxystique est celui du recyclage des matériaux de construction dans la bande de Gaza suite aux destructions d'immeubles pendant la dernière guerre conduite par Israël en 2014 dans une démarche d'économie circulaire. Recycler est ici une absolue nécessité pour reconstruire et pour disposer des matériaux qui ne sont pas produits dans la bande de Gaza et dont les autorités israéliennes bloquent l'entrée.

Cette économie de résistance entend retrouver un usage et des droits aux ressources, notamment aux ressources naturelles, patrimoniales et de production locale, et ainsi, au-delà, restaurer des formes de souveraineté. Ces engagements reposent la question de la citoyenneté en deçà de l'Etat et, en fait, par-delà même la question politique de l'Etat à travers des « actes de citoyenneté » spécifiques (Isin, 2008). Il s'agit tout d'abord de restaurer la souveraineté alimentaire, qui représente l'ultime frontière de la dépossession territoriale, politique et économique ; ensuite, la souveraineté économique et politique. Ces souverainetés localisées redéfiniront le projet politique et la question de la souveraineté nationale plutôt que l'inverse. Saad Dagher, agronome, longtemps président de l'Association des Agronomes Arabes est un pionnier de ces nouvelles initiatives. Il ne croit plus à la solution à deux Etats, ni à la possibilité

[7] Ce revenu est remis en cause par le revirement politique des Etats-Unis fin 2018 (note des coordinateurs).
[8] Discussion, Battir, 15/06/2015.

de vivre ensemble. Il situe son action à une autre échelle, la population palestinienne n'ayant aucune prise sur cette question. Un système est en cause, avec le maintien de l'occupation et du projet de colonialisme de peuplement israélien, la collusion entre une classe capitaliste palestinienne et israélienne, la forte imbrication des milieux d'affaires avec les cadres de l'AP sous la forme de réseaux clientélistes. Ces nouveaux engagements sont avant tout pragmatiques : ce sont des mobilisations par les pratiques productives et entrepreneuriales. Ils se veulent efficaces et entendent agir au niveau des citoyen·ne·s, à leur échelle, ici et maintenant.

Il s'agit d'une pluralité d'initiatives portées par des acteur·trice·s issus de milieux sociaux et professionnels divers. En dépit de leur diversité, ces engagements revêtent ensemble une « signification sociétale » (Laville, 2016) : ils témoignent en effet de la volonté de reconstruire d'autres formes de citoyenneté et une autre société. Reconstruire dans la mesure où, en Palestine, le lien avec le passé, avec des pratiques historiques ou anciennes culturellement ancrées, est toujours évoqué : cette insistance est évidemment due à la crainte d'aliénation culturelle accrue par la situation coloniale.

Ces acteur·trice·s· sont des producteur·trice·s agricoles (aux méthodes biologiques ou agro-écologiques) ; des coopératives agricoles ; des associations de production de produits locaux (artisanat, plats cuisinés ou produits alimentaires raffinés, spécialités…etc.) ; des acteurs du secteur du tourisme alternatif (des agences tel que Diwan, des chambres d'hôtes, des restaurants, des réseaux visant à développer ce type de tourisme – Rozana[9], Nepto[10]) ; des agronomes et association d'agronomes (AAA) ; des circuits courts de distribution de produits agricoles ou alimentaires (Sharaka, Adel) ; des syndicats agricoles ou de travailleur·euse·s liés à des partis de gauche (tels que l'UAWC[11]) ; des réseaux et organisations de la société civile (Dalia, Aid Watch Palestine, Maan, BDS Palestine). Il s'agit également d'élu·e·s locaux et de simples citoyen·ne·s. Ils sont accompagnés par une réflexion universitaire et intellectuelle stimulée par des Think tanks et des centres de recherche (Bisan, Al-Shabaka, Marsad). Enfin, ce sont des acteurs marchands, orientés vers l'exportation commerciale qui se positionnent comme des entrepreneurs sociaux du commerce équitable (Canaan Fair Trade, Al-ᶜard). Ils se situent à la périphérie de ce type d'engagements et ne sont pas reconnus par tous comme faisant partie de la même mouvance. Ainsi, certains défendent clairement un type de commerce équitable, qui leur semble préférable à l'aide internationale et au secteur des ONG, quand d'autres se prononcent pour une sortie plus radicale du capitalisme.

Restaurer la souveraineté alimentaire implique la transformation des modes de production agricole (Kurzom, 2015). Cette notion de souveraineté alimentaire, qui politise la question de la nourriture (Hrabanski, 2011), inclut la notion de justice alimentaire (et de colonisation alimentaire) et construit le problème en termes de droits, est revendiquée en

---

[9] Rozana Association for Architectural Heritage Conservation and Rural Tourism Development, basée à Birzeit.

[10] Network for Experiential Palestinian Tourism Organizations. Raed Saadeh, co-fondateur de ces deux réseaux, entend développer ce tourisme alternatif, essentiellement centré sur le politique et le patrimonial (autour de la rénovation de centres historiques et de lieux ruraux de la période ottomane, alors que les sites archéologiques sont tous en zone C), vers de l'éco-tourisme, de l'agritourisme et du tourisme culinaire.

[11] Union of Agricultural Work Committees, le syndicat agricole proche du Front Populaire de Libération de la Palestine.

opposition à la sécurité alimentaire, promue par le Ministère de l'agriculture palestinien, les organisations et les bailleurs de fonds internationaux. Introduite, à l'échelle internationale d'abord, par Via Campesina[12], elle est définie comme « *le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée produite avec des méthodes durables, et le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires* »[13].

L'agriculture est vue comme le dernier bastion mais aussi comme un modèle possible pour relever tout le secteur productif palestinien et préserver les ressources et le patrimoine territorial, agricole, culturel et culinaire. Elle constitue un pilier de l'identité palestinienne et permet de préserver la terre. Des mécanismes lient en effet de façon négative les modes de production agricole actuels à la dépossession territoriale : en Cisjordanie, la plupart des terres cultivées sont en zone C, donc sous juridiction israélienne. Quand elles ne sont pas cultivées, elles sont susceptibles de tomber dans l'escarcelle de l'Etat, en vertu d'une ancienne loi ottomane revivifiée par les autorités israéliennes en 1976. A présent, la plupart des modes de production sont à base de graines, d'engrais et de produits chimiques coûteux achetés en Israël. De ce fait, le travail agricole n'est pas rentable pour les petits propriétaires. En outre, ces recours abîment les sols et les rendent, à échéance, stériles et non cultivables. Beaucoup abandonnent alors le travail agricole pour aller s'employer en Israël ou dans les colonies, le plus souvent dans la construction.

Dans ce contexte, des pratiques biologiques, et surtout agro-écologiques, sont jugées nécessaires par certains acteurs comme *Adel*[14]. Elles coûtent moins cher en produits, et même parfois en travail, et préservent la terre. L'agro-écologie rejette la pratique de labellisation biologique, recourant à des institutions et à des intermédiaires en perte de légitimité, requérant une certaine surface d'exploitation et générant un coût hors de portée pour des petits producteurs. Cette labellisation, comme celle de *Fair Trade*, plutôt destinée à l'exportation, sont jugées susceptibles d'imposer des normes exogènes ne permettant pas aux petits paysans de cultiver selon des savoir-faire propres au climat et selon leurs traditions paysannes. Il s'agit au contraire d'établir des critères locaux, à même de rétablir des relations de confiance (*ᶜalaqat al-thaqeh*) entre les consommateur·trice·s et les produits/producteur·trice·s locaux, tels que ceux décrits en 2014 dans le premier guide de la consommation éthique en Palestine (Dajani, Ismaïl, 2014).

C'est ainsi une économie particulière qui veut être inventée en contexte d'occupation centrée sur des liens forts entre producteur·trice·s et client·e·s et sur des valeurs qui ne soient pas seulement marchandes. *Adel* collecte et vend ainsi des produits locaux, cultivés dans plusieurs fermes en agro-écologie en divers lieux de la Cisjordanie, sur deux marchés à Ramallah et Beit Jala et dans son magasin proche du checkpoint de Kalandia. Son modèle est celui des circuits courts et d'un commerce équitable qui entend se faire simplement l'intermédiaire entre des consommateur·trice·s et des petits producteur·trice·s éparpillés sur le

[12] Créée en 1993, Via Campesina est le fruit du rapprochement entre la Coordination paysanne européenne (CPE) et des associations de divers pays des Amériques puis d'Asie et d'Afrique. En Palestine, l'UAWC en est membre.
[13] https://www.viacampesina.org.
[14] *Adel* (qui signifie justice, droiture, raison), *Ma'an* et *l'Association des Agronomes Arabes* (AAA) s'attachent tout particulièrement à développer l'agro-écologie en Palestine.

territoire qui n'ont pas seuls les moyens de commercialiser leurs produits. *Adel* fait ainsi vivre une cinquantaine de personnes. Son fondateur a rédigé une Charte pour une économie palestinienne juste sous l'occupation autour du principe selon lequel « *la justice économique entre les producteurs et les consommateurs est la base d'une économie nationale solide* ».

L'intention de ces acteurs est de développer des modes de production et de commercialisation qui soutiennent la production *baladi*. Actuellement, 65 % des produits présents sur le marché palestinien viennent d'Israël. Un des enjeux est donc de disposer de suffisamment de produits alternatifs, et essentiellement palestiniens, de qualité, pour que les consommateur·trice·s-citoyen·ne·s puissent boycotter les produits israéliens. Nombre de fruits et de légumes ne sont plus plantés et récoltés dans les territoires palestiniens. Le manque de produits manufacturés est encore plus criant. Ces engagements sont en effet de plus en plus connectés au mouvement de boycott des produits israéliens BDS dont l'influence grandit. BDS est une organisation efficace qui est plebiscitéee en Palestine comme un succès et comme une menace stratégique par Israël. La campagne de BDS Palestine pendant le Ramadan de juin 2016, poursuivie et élargie les années suivantes, réunie sous la bannière du groupe international BDS, fut très provocatrice : l'initiative « Soutiens le boycott de ton occupation » a en effet conçu des affiches mettant en scène un soldat israélien intitulées "Ramadan tov" (Bon Ramadan)[15]. Si la question du boycott des produits israéliens ne fait pas consensus (l'AP se limite ainsi à endosser le boycott des produits des colonies), il est de plus en plus suivi à l'échelle internationale, mais aussi en Palestine, bien qu'il reste encore fortement dépendant de l'évolution de la situation politique.

Campagne de Ramadan 2018
En haut : Ramadan Tov
En bas : Ton jeûne est halal mais ton *iftar (repas de rupture du jeûne)* vient de l'occupation

[15] Incluant le mot hébreu « tov » qui signifie bon.

Politiser l'économie : vers une autre société et de nouvelles subjectivités politiques

Démocratiser l'économie, se réapproprier des ressources

Ces engagements posent la question de la démocratisation de l'économie, d'une démocratisation du système d'aide et, au-delà, d'une démocratisation politique. Le système d'aide internationale massive est perçu comme affaiblissant l'auto-détermination des Palestinien·ne·s et contribuant indirectement et directement à l'occupation. Il a récemment suscité deux types de réactions militantes incarnées par deux organisations différentes, l'association Dalia et Aid Watch Palestine. Dalia, qui se définit comme une fondation ou une association communautaire, a été créée en 2007 par des « membres de la communauté palestinienne de la Cisjordanie, de la bande de Gaza, de Jérusalem Est et de la Diaspora »[16]. Aid Watch Palestine a été fondée en octobre 2014 après la dernière guerre à Gaza. Selon Nora Lester Murad, cofondatrice de ces deux organisations, si dans les deux cas la question du contrôle des ressources est posée, avec Dalia, la communauté fait l'expérience de la gestion totale des ressources alors qu'Aid Watch a pour objectif de rendre les financements internationaux responsables tout en posant la question des droits des Palestinien·ne·s vis-à-vis de ce mécanisme d'aide[17].

Aidwatch s'adresse en effet directement aux bailleurs pour changer leurs pratiques. Mohanad Bekdar, directeur d'Aid Watch Palestine le formulait ainsi :

> *« Nous engageons les Palestinien·ne s et les bailleurs à débattre des questions fondamentales que sont les droits, les obligations, la transparence, la responsabilité et la participation car nous voulons transformer le système d'aide pour qu'il soutienne effectivement les Palestinien·ne·s dans la revendication de leurs droits »*[18].

Pour Aid Watch, *a minima*, l'aide internationale ne devrait pas mettre en péril leur droit à l'autodétermination. L'intention est d'informer les Palestinien·ne·s sur l'aide internationale et sur leurs droits dans le cadre de ce système, d'ouvrir un débat entre citoyens, communautés locales bénéficiaires et bailleurs. Il s'agit également de mettre en place des instances de discussion et de décision communes, et, à terme, une instance d'évaluation communautaire. La création d'un tribunal communautaire sur l'aide internationale a été évoquée. Il pourrait sanctionner certains bailleurs en appelant à leur boycott, en lançant des campagnes publiques :

> « *Ce tribunal communautaire pourrait permettre aux Palestinien·ne·s de prendre la parole non en tant que simples récipiendaires de services, mais en tant que citoyen·ne·s globaux, qui sont détenteurs de droits vis-à-vis de bailleurs ayant des devoirs envers eux. L'objectif de ce tribunal communautaire serait de rechercher la justice au lieu d'agir comme un intermédiaire neutre. Il fonctionnerait comme un mécanisme pour revendiquer des droits* » (Murad, 2014).

Dalia favorise en revanche les financements communautaires palestiniens et limite l'aide internationale à des bailleurs solidaires. Par ailleurs, dans les projets soutenus par l'association,

---

[16] www.dalia.ps.

[17] Nora Lester Murad, entretien, Ramallah, 09/11/2015.

[18] Entretien, Ramallah, 24/11/ 2015.

la communauté gère entièrement les ressources : par le biais du sponsoring fiscal et du soutien à des initiatives villageoises décidées à l'échelle du village et entièrement construites et gérées par le groupe d'habitant·e·s qui les propose en fonction de leurs besoins. Ceci s'accompagne d'un positionnement anticonsumériste mais aussi d'une réflexion sur la valeur et la place de l'argent qui entend lui redonner sa valeur fondamentale d'usage et de lien, sa fonction d'échange, opposées à sa dimension spéculative, tout en développant des échanges non monétaires :

> « *L'argent n'est qu'une des ressources de valeur pour la communauté. Les communautés peuvent également bénéficier de matériaux, de services, du bénévolat, d'idées et de soutien moral. Mais tous les types de dons ne pas constructifs ; certains types de dons exacerbent l'inégalité entre ceux qui donnent et ceux qui reçoivent en déniant le droit de la communauté à l'autodétermination dans le développement*. » (Dalia Association 2015-2016).

L'association Dalia se réfère au système traditionnel d'*al-ouna*, qui était une pratique informelle d'assistance villageoise qui s'assurait que tous les proches (famille, voisins, communauté) possédaient ce dont ils ou elles avaient besoin. Dalia fait notamment appel aux financements de la diaspora palestinienne et à « la philanthropie communautaire ». Lors d'une table ronde sur l'économie de la résistance co-organisée par Dalia, l'Institut Français du Proche-Orient[19] et l'Université An-Najah de Naplouse qui a réuni une cinquantaine d'acteur·trice·s de ces engagements en mai 2016[20], l'atelier qui traitait de la monnaie locale et des échanges non monétaires a ainsi fait ressortir l'importance de revivifier les systèmes d'entraide antérieurs (al-mukhayda, al-ouna), et de rendre visibles toutes les ressources non utilisées afin de les échanger. Dalia s'est récemment lancé dans des projets pilotes d'échanges non monétaires : trocs d'objets, échange de connaissances. Le premier de ces projets nommé Dukan (magasin) a vu le jour à Bethléem en février 2017.

Refaire société

Ces engagements entendent reconstruire d'autres formes de citoyenneté et une autre société. Cette vision holiste se matérialise dans des projets, tels que celui porté par le village de Farkha de création d'un écovillage, faisant partie du Global Ecovillage Network. Il a vu le jour autour du maire communiste et d'une communauté villageoise soudée ayant déjà une organisation en coopérative pour la production et la vente de l'huile d'olive de Saad Dagher. Il comprend la mise en place d'une ferme expérimentale communautaire, de jardins familiaux, de modes d'échange alternatifs, de pratiques destinées à préserver l'environnement : nettoyage collectif du village, recyclage… etc.

Ces engagements s'incarnent ainsi dans des démarches qui allient une éthique de vie et une philosophie à des actions pratiques et entrepreneuriales. Ils entendent renforcer la communauté (*mujtama'*). L'entraide communautaire et le sentiment d'appartenance au pays

---

[19] Le Centre de recherches dans le cadre duquel j'ai organisé cette journée.

[20] *Active Citizens. Producing and Consuming in a Resistance Economy Today in Palestine*, Round Tables. World Café Session, Ramallah, 28/05/2016.

(*intima'*) sont conçus comme nécessaires à la reconstruction d'une société résistante. Des valeurs telle que celles de la confiance et du volontariat sont essentielles après une période de valorisation de l'individualisme et du consumérisme, impliqués par le néo-libéralisme, et de dépendance à l'afflux de financements internationaux, avec leurs effets délétères sur le monde militant et celui des ONG, qui ont réduit la capacité d'action politique et économique de chacun·e (Challand, 2009 ; Sbeih, 2014). A contrario, le volontariat est envisagé comme un esprit et une forme d'engagement qui redonnent pouvoir d'agir et confiance en soi.

Consommer des produits *baladi*, c'est aussi tisser des liens avec celles et ceux qui cultivent la terre et transmettent la mémoire générationnelle et affective qu'elle porte (les petits agriculteurs, dont un grand nombre de femmes), connaître leurs histoires, s'inscrire dans des relations humaines à même de rétablir la confiance et la cohésion sociale, de rétablir des réseaux sociaux (*shabakat al-ijtima^{c}yeh*) mis à mal par les effets de l'occupation israélienne et de l'économie néo-libérale, de refaire communauté, société (*mujtama^{c}*) (Dajani, Ismaïl, 2014). Appartenir à une terre à protéger, c'est aussi la mettre en culture, collectivement le cas échéant, comme dans le projet de ferme communautaire de Jabal al-Qurtees, à al-Bireh, près de Ramallah.

Cette économie alternative est envisagée comme une démarche efficace et conçue comme une résistance holiste, ou une nouvelle voie politique aux sentiments et considérations mêlés, nationaux et éthiques, dans un esprit de recherche de cohérence. Les valeurs et les affects qui lui sont rattachés sont une éthique de la confiance, de l'identité (*hawiyeh*), de l'intégrité, de la dignité (*karameh*), de la fierté, de la solidarité et de l'espoir, pour parvenir à l'autonomie, à la liberté (*hurriyeh*) et à la justice (*^{c} adaleh)* (Dajani, Ismaïl, 2014).

L'économie de la résistance ne s'adresse pas seulement à l'occupation israélienne, elle est d'abord tournée vers la société palestinienne. Elle a un caractère existentiel, il s'agit de se retrouver politiquement, historiquement, culturellement et personnellement. Un de mes interlocuteurs reprenait ainsi les fondamentaux du développement durable en dessinant un triangle où les trois « e » nécessaires à prendre en compte, l'économie, l'équité et l'écologie figuraient à chacun des angles, alors qu'au centre se trouvait la qualité de vie[21]. Lors de l'atelier de la table-ronde de mai 2016 destiné à formuler une définition et un manifeste de l'économie de la résistance, plusieurs idées sont ressorties : la volonté de revivifier l'échange au sein d'un réseau de producteur·trice·s ancré dans le système d'entraide traditionnel du monde paysan (*al-mukhayda*), la défense d'une production locale de qualité et de l'environnement, la nécessité de sortir de la marchandisation et la notion de bien-être commun. Une notion qui fait écho et référence au concept du *buen vivir* mis en avant par les zapatistes au Mexique (*cf.* la contribution de Melenotte dans cet ouvrage) ou au Ministère du bonheur au Bhoutan.

Renforcer la communauté passe aussi par une réflexion sur l'éducation. Munir Fasheh, professeur à l'université de Bir Zeit, défend ce qu'il nomme une « éducation communautaire »

[21] Selon les trois pôles formalisés par la définition internationale du développement durable du rapport Brundtland de 1987.

visant à faire valoir des savoirs culturellement transmis et utiles en lien avec l'environnement naturel, social et politique et avec l'histoire du pays :

> « *Un principe fondamental dans l'éducation communautaire est (...) qu'en amont et au-delà de tout programme d'études, de toute activité éducative, ou débat, il y a une réalité concrète qui est souvent oppressive et mauvaise ; et que le but de l'éducation n'est pas d'ignorer, de dissimuler ou de travestir cette réalité, mais de la transformer. (...) L'éducation communautaire incarne l'espoir que la logique et le pouvoir technologique et militaire d'aujourd'hui peuvent être balayés par la logique et la force humaines* » (Fasheh, 1990).

Enfin, les valeurs de ces engagements s'incarnent dans une éthique de vie qui, pour certain·e·s, se traduit par une série de choix et de conduites (être végétarien·ne, pratiquer le yoga…) qui entendent participer à atteindre cette capacité d'action politique.

Conclusion

Ces pratiques représentent plus que des engagements sociaux et politiques : elles élaborent de nouvelles subjectivités politiques, que je qualifie d'holistes, alliant une éthique de vie à la transformation en profondeur des rapports économiques, sociaux et politiques. Elles construisent un nouveau rapport à la citoyenneté, dans le contexte non-étatique qui est celui de la Palestine : une citoyenneté en actes, horizontale, exercée entre pairs. En ce sens, elles sont proches d'autres engagements contemporains ailleurs, liés à l'écologie politique, à l'économie sociale et solidaire, à l'économie collaborative, à la démocratie participative et aux nouveaux mouvements citoyens. Ces engagements, tels que les analysent Michel Wieviorka, Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine, ne sont pas seulement sociaux et collectifs et ne s'adressent pas principalement à l'arène de la politique institutionnelle, à la différence de ce qui a été développé par une large partie de la théorie des mobilisations et des *contentious politics*. Ils sont aussi profondément personnels : ils travaillent l'individu jusque dans sa subjectivation, entendue comme la manière de se penser et de se construire soi-même, comme principe de sens mettant en jeu une éthique personnelle et une volonté de cohérence. Leur portée vise ainsi des orientations qui façonnent le social et les rapports sociaux, la signification donnée aux normes et aux valeurs centrales d'une société, comme la démocratie, l'égalité ou l'autonomie des individus (Pleyers, Capitaine, 2016).